



Réf. 480718-2071172032/CL

Recommandation n° 2009-068

relative à la saisine de Monsieur B pour le compte du « GARAGE Y » **du 30 octobre 2008 concernant un litige avec le fournisseur X**

La saisine

Le médiateur national de l'énergie a été saisi le 30 octobre 2008 par Monsieur B pour le compte du « GARAGE Y » d'un litige avec le fournisseur d'électricité X.

M. B conteste le niveau du redressement de facturation qui lui est appliqué - 18 510,03 euros - à la suite de la découverte du dysfonctionnement de son compteur.

La saisine a été déclarée recevable en application de l'article 43-1 de la loi n° 2000-108 et du décret n° 2007-1504.

L'examen de la saisine

Un agent du distributeur ERDF a constaté le 11 avril 2008 que le compteur du garage Y n'enregistrait plus aucune consommation en raison d'une interversion des câbles de branchement du compteur. Cette mauvaise manipulation a été réalisée six ans plus tôt, en mai 2002, par un sous-traitant du distributeur ERDF à l'occasion de la modification de son branchement rendue nécessaire par l'installation d'une cabine de peinture. M. B a reçu le 17 septembre 2008 une facture de redressement s'élevant à 18510,03 euros (219 028 kWh) correspondant à un rappel de facturation sur cinq ans. M. B a refusé de la régler en faisant valoir qu'elle est sans rapport avec sa consommation réelle.

A la suite de la saisine le fournisseur X a proposé de revoir les bases de ce redressement sur une durée de deux ans mais en déduisant 4 mois pendant lesquels M. B a cessé son activité à la suite d'un accident. Le nouveau redressement se base sur une consommation journalière de 54 kWh « *sur la base des index transmis par le client* » et ne porte plus que sur 29 538 kWh.

Une autre proposition de redressement a été faite par le distributeur ERDF sur la base de 41,3 kWh par jour, « *consommation moyenne calculée sur la base de l'historique des index relevés depuis la remise en état du compteur* ». Le redressement de M. B ne porterait plus que sur 30164 kWh « *sur lequel un abattement de 10 % sera appliqué et à répartir selon les différentes tranches horaires du tarif TEMPO* ».

Les conclusions du médiateur

- Le médiateur considère que le distributeur ERDF a fait preuve d'une négligence incontestable dans le cadre de ses missions de contrôle de conformité des points de livraison et de leurs consommations. En six ans (soit 12 relevés) il n'a pas détecté l'arrêt de l'enregistrement des consommations par le compteur. Il est de plus pleinement responsable du branchement défectueux (réalisé par une entreprise sous traitante). Enfin, le résultat de l'évaluation du redressement obtenu par l'application de la méthode conventionnelle (200 000 kWh) aurait mérité des vérifications et un contrôle de pertinence qui ont manifestement fait défaut.
- Compte tenu du fait que M. B n'a payé aucune consommation pendant six ans, un redressement « forfaitaire » sur une période de deux ans, sur la base de l'enregistrement des consommations depuis la remise en état du compteur, apparaît équitable. Cette solution a recueilli l'accord de principe du consommateur, du distributeur et du fournisseur.
- Le médiateur estime satisfaisant que le fournisseur et le distributeur soient d'accord pour limiter le redressement à 30 000 kWh environ, par l'application de deux méthodes de calcul pourtant assez différentes. L'évaluation du redressement étant de la responsabilité du distributeur, c'est à ce dernier qu'il appartiendra de calculer celui qui doit s'appliquer au consommateur.

La recommandation du médiateur

Le médiateur national de l'énergie recommande au distributeur ERDF de revoir le redressement du GARAGE Y suivant les modalités qu'il a proposées.

Le médiateur recommande au fournisseur X de rectifier la facturation du GARAGE Y en conséquence.

La présente recommandation est transmise ce jour au Président du directoire d'ERDF, au Directeur général adjoint Commerce d'X, ainsi qu'au consommateur.

En application des dispositions de l'article 3 du décret n°2007-1504, le distributeur ERDF et le fournisseur X informeront le médiateur dans un délai de deux mois, des suites données à cette recommandation.

La présente recommandation ainsi que les suites qui lui seront données, feront l'objet de publications respectant l'anonymat du consommateur.

Fait à Paris en quatre exemplaires, le 5 mai 2009.

Le médiateur national de l'énergie

Denis MERVILLE